El país de la desmemoria. Del genocidio franquista al silencio interminable

Christine Delfour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/agedor/3877>

DOI : 10.4000/agedor.3877

ISSN : 2104-3353

Éditeur

Laboratoire LISAA

Référence électronique

Christine Delfour, « *El país de la desmemoria. Del genocidio franquista al silencio interminable* », *L'Âge d'or* [En ligne], 11 | 2018, mis en ligne le 14 février 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/agedor/3877> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/agedor.3877>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

L'Âge d'or. Images dans le monde ibérique et ibéroaméricain

El país de la desmemoria. Del genocidio franquista al silencio interminable

Christine Delfour

RÉFÉRENCE

Juan Miguel Baquero, *El país de la desmemoria. Del genocidio franquista al silencio interminable*, Rocaeditorial, Barcelona, 201

- 1 Juan Miguel Baquero travaille, depuis plusieurs années, pour « produire de la mémoire contre l'oubli et l'impunité » en Espagne. Ce n'est pas un hasard si Juan Miguel Baquero s'intéresse à la mémoire historique : son grand-père paternel républicain et maçon fut fusillé pour défendre ses idéaux ; son père a été enrôlé de force dans l'armée rebelle de Franco alors que sa mère, pensionnaire dans un collège franquiste, travaillait comme "niña esclava".
- 2 Dans *El país de la desmemoria. Del genocidio franquista al silencio interminable*, Rocaeditorial, Barcelona, 2019, l'auteur nous offre un récit journalistique contre l'oubli dans le pays de la "desmemoria". Des témoignages inédits, de multiples informations chiffrées et une passion sincère pour dénoncer, d'une part, la stratégie de la déferlante de terreur de Franco dès le coup d'État contre la Seconde République (1936) jusqu'à la mort du dictateur (1975) et, d'autre part, pour alerter le lecteur sur l'impérieuse nécessité, 80 ans après la fin de la guerre, de faire face à la vérité.
- 3 Dans le prologue, le juge Baltasar Garzón Real, écrit :

Je suis ému par le petit Alejandro qui raconte qu'on lui avait dit de se jeter dans le ravin au moment où les avions lâcheraient les bombes et de cacher son petit corps sous une couverture. Tel cet enfant vivant, notre société s'est recouverte, toutes ces années, sous un manteau qui, une fois retiré, a dévoilé la face la plus monstrueuse d'un régime franquiste qui a tué, fait disparaître, humilié, torturé et emprisonné ; qui a volé des enfants et qui a détruit par la terreur pour soumettre toutes et tous et n'a levé le pied (la botte) qu'à la moitié des années soixante-dix.

L'État espagnol, avec mauvaise volonté, a appliqué partiellement la *Ley de Memoria Histórica* de 2007 qui devait être une réponse aux revendications des victimes du Franquisme. Il a ignoré aussi le mandat des Nations Unies accusant l'Espagne de bafouer les droits de l'homme et le droit des victimes à réparation. Enfin l'Espagne a rendu impossible toute convocation des bourreaux et des tortionnaires par les juges qui se sont trouvés (parfois menacés) dans l'impossibilité d'enquêter sur les pratiques répressives les plus longues de l'histoire de l'Europe.

- 4 Ce livre ouvre le débat que beaucoup prétendaient régler par le silence, en ignorant les noms, les chiffres et les témoignages recueillis par José María Baquero. C'est que l'Espagne, en 2019, est un pays piégé par une lecture tronquée de son propre récit national. C'est un pays qui a livré une vision qui se voulait équidistante ou directement apologique de son cruel passé récent. C'est enfin un pays où nombreuses sont les personnes qui ne comprennent pas que pour être démocrates, il leur faut être – d'abord – « antifascistes ».
- 5 *El país de la desmemoria* est organisé en douze chapitres, indépendants les uns des autres. Chaque chapitre pointe les problèmes irrésolus alors que les victimes disparaissent sans avoir obtenu la reconnaissance de leur statut de victimes et sans avoir vu aboutir leur combat contre l'impunité. Dans le premier chapitre « Répétition de la barbarie », l'auteur montre de quelle manière la Guerre civile fut la répétition de ce que serait la Seconde Guerre mondiale grâce au soutien d'Hitler et de Mussolini aux troupes de Franco. C'est le cortège des massacres de milliers de civils perpétrés par les aviations étrangères loin du front : la *Desbandá* (février 1937) à Málaga, Guernica, Durango, Játiva, etc. Baquero confirme, dans le second chapitre « Le génocide fondateur du franquisme », la volonté génocidaire, préméditée et systématique du régime qui avait fait ses preuves et son succès pendant la guerre du Rif : semer la terreur et éliminer tous ceux qui pensent différemment. La *Plataforma de Víctimas de Desapariciones forzadas* a recensé 143.353 personnes disparues, majoritairement entre le 17 juillet 1936 et décembre 1951. La plupart de ces victimes sont enterrées dans au moins 2591 tombes illégales sur l'ensemble du territoire en attente d'être exhumées. 332 fosses ont été ouvertes entre 2000 et 2012, 105 grâce aux démarches de proches de victimes exilés en Argentine. L'auteur brosse une Espagne « nation de contrastes qui protège le bourreau et punit la victime ». Aucune action en justice, il est vrai, n'a été entreprise contre les assassins dont on ignore, encore aujourd'hui, le nombre mais qui bénéficient d'une institution la *Fundación Nacional Francisco Franco*, qui fait l'apologie du coup d'État de 1936 et de la répression.
- 6 Dans « Brigadistes, utopiques et résistants », l'auteur fait une brève présentation de l'aide internationale qu'a reçue le gouvernement de la Seconde République pendant le conflit, tout particulièrement des Brigades Internationales. Il s'attarde sur le rôle des correspondants de guerre et des photographes Robert Capa et Gerda Taro et souligne l'impact au-delà des frontières espagnoles de l'assassinat du poète Federico García Lorca. Baquero revient sur les fosses communes dans le chapitre IV « Une terre semée de fosses communes » pour rappeler au lecteur que l'Espagne est aujourd'hui l'un des pays où l'on dénombre le plus grand nombre de disparitions forcées dans le monde, derrière le Cambodge.
- 7 Pendant la dictature, plus de 400 000 prisonniers républicains ont été soumis à un régime proche de l'esclavage. La liste précise des entreprises qui se sont enrichies apparaît dans le chapitre V *Esclaves des vainqueurs* ainsi que celle des travaux réalisés : barrages, gares, hôpitaux, voies ferrées, routes, etc. Juan Manuel Baquero s'attarde sur

la construction du mausolée du *Valle de los Caídos* dont Francisco Franco, lui-même, supervisa la construction. Le patrimoine du dictateur et de ses descendants fait l'objet du chapitre VI « La fortune corrompue de Franco ». Il est présenté faisant partie intégrante des réseaux de corruption érigés en système dont des organisations comme la *Fundación ProInfancia Queipo de Llano* ont été les fers de lance.

- 8 Dans les chapitres VII et VIII « Femme : du féminisme à la répression » et « La mémoire LGTBI », il s'agit du sort des femmes et des homosexuels, environ 5000 personnes, victimes également de la répression. C'est que le coup d'État de 1936 freine toutes les aspirations de la femme à la recherche de l'égalité de genre qui était un des objectifs majeurs de la Seconde République. La femme devient, dans le jargon franquiste, « soumise et dévote » au patriarcat national-catholique. Quant aux homosexuels, dont le cas le plus connu est le poète Federico García Lorca, ils furent durement condamnés, enfermés dans des camps, poussés parfois au suicide.
- 9 Juan Miguel Baquero consacre les derniers chapitres (IX à XI) de son ouvrage à l'impunité des responsables de crimes franquistes dès le retour de la démocratie. L'action judiciaire initiée de l'étranger, par exemple, sur l'initiative de la justice argentine (*Querella argentina*) interpellée par des exilés républicains ou leurs familles n'a pas abouti. Des juges espagnols ont classé les affaires, inquiétés par les représailles et les menaces de leur hiérarchie. Il en a été de même de l'ONU qui a réclamé d'une part, la constitution d'une Commission de la Vérité, comme ce fut le cas en Argentine ou au Chili et, d'autre part, a signalé l'absence d'un recensement officiel des victimes du franquisme. Rien n'a bougé si ce n'est, sous le gouvernement de José Luis Zapatero, la reconnaissance des victimes de la dictature. *Loi de la mémoire historique*, Loi 52/2007, (chapitre XI), assez timorée et difficilement applicable. Encore aujourd'hui, l'ouverture de fosses communes où sont enterrés des milliers de disparus est symbolique et il est presque impossible de consulter des archives militaires.
- 10 Dans le dernier chapitre « Memoria », Juan Miguel Baquero insiste sur le besoin absolu de diffuser auprès des nouvelles générations un discours conforme à la vérité du *País de la desmemoria*. La culture de la mémoire peut aussi être le point de départ d'un débat (encore interdit) sur la nature de la Transition espagnole fréquemment citée, dans le passé récent, comme un modèle à imiter. Cet ouvrage donne au lecteur quelques pistes essentielles à la compréhension du passé récent espagnol.

AUTEURS

CHRISTINE DELFOUR

Laboratoire LISAA, Université Gustave Eiffel